

Art. 4. L'arrêté ministériel du 3 juin 1999 portant des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 1999.
Bruxelles, le 17 septembre 1999.

J. GABRIELS

Art. 4. Het ministerieel besluit van 3 juni 1999 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 20 september 1999.
Brussel, 17 september 1999.

J. GABRIELS

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 99 — 3049

[C — 99/22903]

16 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté ministériel organisant l'octroi d'une indemnité pour certaines denrées alimentaires d'origine animale se trouvant sur le territoire belge

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Le Ministre de l'Économie et de la Recherche scientifique,

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les produits et autres produits, notamment l'article 6bis, inséré par la loi du 22 mars 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 septembre 1999;

Vu l'accord du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Économie sociale, donné le 10 septembre 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité, afin d'accélérer l'élimination des conséquences de la crise de la dioxine, de prévoir les mesures appropriées en matière d'indemnisation des propriétaires pour les denrées alimentaires à détruire,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux denrées alimentaires présentes sur le territoire belge et destinées à la destruction en application des arrêtés ministériels visés dans l'annexe I.

Le présent arrêté est aussi applicable aux denrées alimentaires dont le délai de péremption a été dépassé alors qu'elles se trouvaient sur le territoire belge sous saisie conservatoire en application des arrêtés ministériels visés à l'annexe I.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux denrées alimentaires se trouvant sur le territoire belge en raison de leur refoulement d'autres pays suite à la crise de la dioxine.

Art. 2. § 1^{er}. Le propriétaire des denrées alimentaires visées à l'article 1^{er} peut demander une indemnité à l'autorité, au moyen d'un formulaire dont le modèle peut être fixé par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

§ 2. La demande de l'indemnité doit être envoyée, par lettre recommandée à la poste, au plus tard le 31 octobre 1999, à l'adresse suivante :

GUICHET UNIQUE DIOXINE

Chancellerie du Premier Ministre

Rue de la Loi 16

1000 Bruxelles.

La demande doit être accompagnée :

- d'un inventaire des denrées alimentaires pour lesquelles l'indemnité est demandée, mentionnant la nature et la quantité de celles-ci;

- d'une copie de la fiche de décision du fonctionnaire compétent démontrant la saisie définitive des denrées alimentaires;

- des éléments nécessaires à la détermination du prix de revient, visés à l'annexe II;

- le cas échéant, de la preuve du dépassement de la date de péremption;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 99 — 3049

[C — 99/22903]

16 SEPTEMBER 1999. — Ministerieel besluit tot instelling van een vergoedingsregeling voor sommige voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong die zich op het Belgisch grondgebied bevinden

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de producten en andere producten, inzonderheid op artikel 6bis, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1989;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 september 1999;

Gelet op het akkoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, gegeven op 10 september 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat, om het wegwerken van de gevolgen van de dioxinecrisis te bespoedigen, moet worden voorzien in de geschikte maatregelen betreffende een vergoeding van de eigenaars voor de te vernietigen voedingsmiddelen,

Besluiten :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de voedingsmiddelen die zich op het Belgisch grondgebied bevinden en bestemd zijn voor vernietiging in toepassing van de ministeriële besluiten bedoeld in bijlage I.

Dit besluit is eveneens van toepassing op de voedingsmiddelen waarvan de houdbaarheidsstermijn verstreken is terwijl ze zich op het Belgisch grondgebied onder bewarend beslag bevonden in toepassing van de ministeriële besluiten bedoeld in bijlage I.

Dit besluit is niet van toepassing op de voedingsmiddelen die zich op het Belgisch grondgebied bevinden ingevolge het terugzenden ervan uit andere landen wegens de dioxinecrisis.

Art. 2. § 1. De eigenaar van de voedingsmiddelen bedoeld in artikel 1 kan aan de overheid een vergoeding aanvragen aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, kan worden vastgesteld.

§ 2. De aanvraag tot het bekomen van de vergoeding wordt uiterlijk op 31 oktober 1999 bij een ter post aangetekende brief gezonden naar volgend adres :

ENIG LOKET DIOXINE

Kanselarij van de Eerste Minister

Wetstraat 16

1000 Brussel.

Bij de aanvraag moeten zijn gevoegd :

- een inventaris van de voedingsmiddelen waarvoor de vergoeding wordt aangevraagd, met aanduiding van de aard en de hoeveelheid ervan;

- een kopie van de beslissingsfiche van de bevoegde ambtenaar waaruit het definitief beslag op de voedingsmiddelen blijkt;

- de elementen nodig voor het bepalen van de kostprijs bedoeld in bijlage II;

- desgevallend het bewijs van overschrijding van de uiterste datum van houdbaarheid;

- de la preuve de la destruction, pour les denrées alimentaires qui ont déjà été détruites au moment de la demande.

§ 3. Dans la demande, le propriétaire doit souscrire une déclaration dans laquelle :

a) il confirme que les denrées alimentaires n'étaient pas assurées et qu'il n'existe pas de disposition contractuelle sur base de laquelle il peut obtenir une indemnité;

Si une telle assurance existe, le propriétaire doit communiquer le montant pour lequel les denrées alimentaires étaient couvertes. Dans ce dernier cas, il joint à sa demande, une copie de la police. Lorsqu'il existe une disposition contractuelle visée à l'alinéa 1^{er}, il joint une copie du contrat à sa demande;

b) il donne la permission aux fonctionnaires visés à l'article 5 de réclamer à des compagnies d'assurances toutes les informations qu'ils estiment nécessaires pour le traitement du dossier;

c) il confirme qu'il n'a pas bénéficié, ni demandé lors de l'entreposage ou lors de l'exportation des denrées alimentaires de subventions ou d'autres aides financières publiques, en particulier suite aux réglementations européennes;

S'il a bénéficié de tels avantages, le montant de ceux-ci est mentionné dans la demande;

d) il confirme s'il a introduit ou non une demande en vue d'obtenir une avance en application de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999;

e) il confirme qu'il n'a pas bénéficié de dommages-intérêts du chef de la responsabilité extra-contractuelle de tiers;

S'il a bénéficié de tels dommages-intérêts, le montant de ceux-ci est mentionné dans la demande.

Les demandes introduites sur base du présent arrêté seront portées par l'administration compétente à la connaissance de l'administration chargée de l'exécution de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 précité.

§ 4. Les paiements seront imputés au budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Art. 3. L'indemnité qui sera payée par l'autorité pour les denrées alimentaires s'élève à 80 % du prix de revient, sur base des éléments énumérés en annexe II, ou au prix du marché hors T.V.A. si ce dernier est inférieur à 80 % du prix de revient.

Le prix du marché est le prix de commerce de gros moyen durant les mois de juillet et août 1999 pour des denrées alimentaires de même nature que celles qui font l'objet de la demande.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, un régime forfaitaire peut être instauré en concertation avec les secteurs professionnels concernés, basé sur le prix de revient moyen pendant une certaine période pour des denrées alimentaires de même nature. Ce régime est obligatoire pour le secteur entier dès la signature d'une convention à cet effet par les représentants du secteur concerné et les Ministres qui ont la santé publique et les affaires économiques dans leurs attributions.

Les montants, subventions, aides financières ou dommages et intérêts visés à l'article 2, § 3, a), c) et e), que le propriétaire obtient, sont déduits de l'indemnité calculée conformément au présent article.

Lorsqu'une avance visée à l'article 2, § 3, d) a été octroyée et payée, l'indemnité attribuée sur base du présent arrêté servira au remboursement direct de l'avance.

Les sommes que le propriétaire peut recevoir en application du présent arrêté, augmentées le cas échéant de toutes les autres aides fédérales ou régionales en raison de la crise de la dioxine, ne peuvent en aucun cas dépasser en équivalent-subvention le dommage subi.

- het bewijs van vernietiging voor de voedingsmiddelen die op het ogenblik van de aanvraag reeds vernietigd zijn.

§ 3. In de aanvraag dient de eigenaar een verklaring te ondertekenen waarin :

a) hij bevestigt dat de voedingsmiddelen niet verzekerd waren en dat er evenmin een contractuele bepaling bestaat op basis waarvan hij enige vergoeding kan bekomen;

Indien dergelijke verzekering bestaat, dient de eigenaar het bedrag mede te delen waarvoor de voedingsmiddelen werden gedekt. In dit laatste geval voegt hij een kopie van de polis bij zijn aanvraag. Indien een contractuele bepaling bedoeld in het eerste lid bestaat, voegt hij een kopie van de overeenkomst bij zijn aanvraag;

b) hij toestemming geeft aan de ambtenaren bedoeld in artikel 5 om bij verzekeringsmaatschappijen alle inlichtingen op te vragen die zij nodig achten voor de behandeling van het dossier;

c) waarin hij bevestigt dat hij voor de opslag of voor de uitvoer van de voedingsmiddelen geen subsidies of andere openbare financiële tegemoetkomingen heeft ontvangen of aangevraagd, in het bijzonder op grond van Europeesrechtelijke regelingen;

Indien hij dergelijke voordelen heeft genoten, is het bedrag ervan in de aanvraag vermeld;

d) hij bevestigt of hij al dan niet een aanvraag tot het bekomen van een voorschot in toepassing van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999 heeft gedaan;

e) hij bevestigt dat hij geen schadevergoeding heeft ontvangen op basis van een buitencontractuele aansprakelijkheid van derden;

Indien hij dergelijke schadevergoeding heeft genoten, is het bedrag ervan in de aanvraag vermeld.

De aanvragen ingediend op basis van dit besluit worden door de bevoegde administratie kenbaar gemaakt aan de administratie die is belast met de uitvoering van het voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1999.

§ 4. De betalingen zullen worden aangerekend op de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Art. 3. De vergoeding die door de overheid zal worden betaald voor de voedingsmiddelen bedraagt 80 % van de kostprijs, berekend op basis van de elementen opgesomd in bijlage II, of tot de marktprijs exclusief BTW indien deze lager is dan 80 % van de kostprijs.

De marktprijs is de gemiddelde groothandelsprijs gedurende de maanden juli en augustus 1999 voor voedingsmiddelen van dezelfde aard als deze waarop de aanvraag betrekking heeft.

In afwijking van het eerste en het tweede lid kan in overleg met de betrokken beroepssectoren een forfaitaire regeling worden ingesteld, gebaseerd op de gemiddelde kostprijs gedurende een bepaalde periode voor voedingsmiddelen van dezelfde aard. Deze regeling is bindend voor de ganse sector vanaf de ondertekening van een overeenkomst terzake door de vertegenwoordigers van de betrokken sector en de Ministers tot wier bevoegdheid de Volksgezondheid en Economische Zaken behoren.

De bedragen, subsidies, financiële tegemoetkomingen of schadevergoedingen, bedoeld in artikel 2, § 3, a), c) en e), die de eigenaar ontvangt worden in mindering gebracht van de vergoeding berekend overeenkomstig dit artikel.

Indien een voorschot bedoeld in artikel 2, § 3, d) werd toegekend en uitgekeerd, zal de vergoeding toegekend op basis van dit besluit rechtstreeks worden aangewend om het voorschot terug te betalen.

De sommen die de eigenaar kan ontvangen in toepassing van dit besluit, in voorkomend geval vermeerderd met alle andere federale of gewestelijke steun omwille van de dioxinecrisis, mogen in subsidie-equivalent niet hoger zijn dan de geleden schade.

Art. 4. Les frais pour le transport vers l'entreprise de destruction, le stockage dans l'attente de la destruction à compter de la date de la saisie définitive ou de la date du dépassement de la date de péremption, et la destruction des denrées alimentaires mises sous saisie définitive, sont à charge de l'autorité. Les modalités de la destruction et du paiement des frais sont fixées dans un contrat, conclu à cet effet avec une ou plusieurs entreprises de destruction agréées.

Les frais visés à l'alinéa précédent qui sont déjà payés par le propriétaire des denrées alimentaires au moment de la publication du présent arrêté, lui sont restitués après acceptation des factures présentées.

Art. 5. Pour le traitement des dossiers, les fonctionnaires et ceux qui les assistent, désignés à cet effet par les Ministres qui ont respectivement les affaires économiques et la santé publique dans leurs attributions, ont droit d'accès à tous les documents commerciaux du propriétaire aussi bien qu'aux registres d'entrée et de sortie des denrées alimentaires qui doivent être présentés sur simple demande. Ils peuvent en outre exiger la présentation de toutes les données supplémentaires nécessaires à l'application du présent arrêté.

La décision relative à l'octroi de l'indemnité est prise par la commission technique qui sera instituée à cet effet par un arrêté ministériel. Cette commission est composée de fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement et de l'Institut d'expertise vétérinaire, chargés du contrôle de l'inventaire des denrées alimentaires et de fonctionnaires du Ministère des Affaires économiques, chargés de la fixation du montant de l'indemnité à attribuer.

Dans l'exécution de ses tâches, la commission peut être assistée par un bureau conseil chargé par le gouvernement d'assister les services compétents lors de l'exécution et du contrôle de l'application des dispositions du présent arrêté. La mission et les modalités d'exécution de celle-ci sont fixées dans le contrat conclu à cet effet entre le gouvernement et le bureau conseil.

L'indemnité ne sera payée que lorsque le propriétaire aura souscrit une déclaration dans laquelle il renonce à tout recours contre l'Etat belge et l'Institut d'expertise vétérinaire relatif aux denrées alimentaires pour lesquelles il bénéficie de l'indemnité en application du présent arrêté.

Art. 6. Lorsque des poursuites sont entamées contre un propriétaire ou un de ses préposés pour des faits punissables, liés à l'application du présent arrêté ou aux mesures de lutte contre la crise de la dioxine, la décision relative à l'octroi de l'indemnité est suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive en justice intervienne. En cas de condamnation, le propriétaire est exclu des avantages prévus par le présent arrêté.

Art. 7. Sont abrogés :

a) l'arrêté ministériel du 2 juillet 1999 organisant l'octroi d'une indemnité pour certains produits d'origine animale dans le cadre de la contamination par la dioxine;

b) l'arrêté ministériel du 16 août 1999 organisant l'octroi d'une indemnité pour certaines denrées alimentaires d'origine animale provenant de bovins, de porcs et de volailles.

Art. 8. Les demandes introduites en application des arrêtés visés à l'article 7 sont considérées comme introduites sur base du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 18 août 1999.

Bruxelles, le 16 septembre 1999.

Mme M. AELVOET
R. DEMOTTE

Art. 4. De kosten van het vervoer naar het destructiebedrijf, de stockage in afwachting van de vernietiging te rekenen vanaf het definitief beslag of het verstrijken van de datum van houdbaarheid, en de vernietiging van de voedingsmiddelen die onder definitief beslag zijn geplaatst, vallen ten laste van de overheid. De modaliteiten van de vernietiging en van de betaling van de kosten worden vastgesteld in een overeenkomst, daartoe afgesloten met één of meerdere erkende destructiebedrijven.

De in het vorig lid bedoelde kosten die door de eigenaar van voedingsmiddelen reeds zijn betaald op het ogenblik van de bekendmaking van dit besluit, worden hem terugbetaald na aanvaarding van de voorgelegde facturen.

Art. 5. Voor de behandeling van de dossiers hebben de ambtenaren en diegenen die hen daarin bijstaan, daartoe aangewezen door de Ministers tot wier bevoegdheid respectievelijk de Economische Zaken en de Volksgezondheid behoren, de toegang tot alle handelsdocumenten van de eigenaar, evenals tot de registers met betrekking tot de door de inrichting ontvangen en verzonden voedingsmiddelen, die op eenvoudig verzoek moeten worden voorgelegd. Zij kunnen daarenboven het voorleggen eisen van alle bijkomende gegevens die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit besluit.

De beslissing tot het toekennen van de vergoeding wordt genomen door de technische commissie die daartoe bij ministerieel besluit wordt opgericht. Deze commissie bestaat uit ambtenaren van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en van Instituut voor veterinaire keuring die belast zijn met de controle op de inventaris van de voedingsmiddelen, en uit ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken die belast zijn met de vaststelling van het toe te kennen bedrag van de vergoeding.

Bij de uitvoering van haar taken kan de commissie worden bijgestaan door een adviesbureau dat door de regering is belast met de begeleiding van de bevoegde diensten bij de uitvoering en de controle op de toepassing van de bepalingen van dit besluit. De opdracht en de uitvoeringsregelen ervan worden vastgesteld in de overeenkomst die daartoe wordt afgesloten tussen de regering en het adviesbureau.

De vergoeding wordt slechts uitbetaald nadat de eigenaar een verklaring heeft ondertekend waarbij hij afstand doet van elk verhaal in rechte tegen de Belgische Staat en het Instituut voor veterinaire keuring met betrekking tot de voedingsmiddelen waarvoor hij de vergoeding ontvangt in toepassing van dit besluit.

Art. 6. Wanneer tegen een eigenaar of een van zijn aangestelden vervolging is ingesteld voor strafbare feiten die verband houden met de toepassing van dit besluit of met de maatregelen ter bestrijding van de dioxinecrisis, wordt de beslissing over de toekenning van de vergoeding opgeschort tot een definitieve beslissing in rechte is tussengekomen. In geval van veroordeling is de eigenaar uitgesloten van de voordelen van dit besluit.

Art. 7. Worden opgeheven :

a) het ministerieel besluit van 2 juli 1999 tot instelling van een vergoedingsregeling voor sommige producten van dierlijke oorsprong in het kader van de verontreiniging met dioxine;

b) het ministerieel besluit van 16 augustus 1999 tot instelling van een vergoedingsregeling voor sommige voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong afkomstig van runderen, varkens en gevogelte.

Art. 8. De aanvragen ingediend in toepassing van de in artikel 7 bedoelde besluiten worden geacht te zijn ingediend op basis van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking met ingang van 18 augustus 1999.

Brussel, 16 september 1999.

Mevr. M. AELVOET
R. DEMOTTE

Annexe I

Liste des arrêtés ministériels visés à l'article 1^{er}

- l'arrêté ministériel du 31 mai 1999 relatif à des mesures relatives à certains produits d'origine animale, modifié par les arrêtés ministériels des 2 juin 1999, 5 juin 1999, 8 juin 1999, 12 juin 1999, 14 juin 1999 et 13 juillet 1999;

- l'arrêté ministériel du 3 juin 1999 portant des mesures relatives à certains produits d'origine animale pour le secteur volailles;

- l'arrêté ministériel du 5 juin 1999 portant des mesures relatives à certains produits d'origine animale provenant de bovins et de porcs, modifié par les arrêtés ministériels des 8 juin 1999, 12 juin 1999, 14 juin 1999 et 13 juillet 1999;

- l'arrêté ministériel du 28 juillet 1999 relatif à la saisie de viandes fraîches et de certains produits d'origine animale provenant de bovins, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1999;

- l'arrêté ministériel du 28 juillet 1999 relatif à la saisie de viandes fraîches et de certains produits d'origine animale provenant de porcs, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1999;

- l'arrêté ministériel du 29 juillet 1999 relatif à la saisie de viandes fraîches et de certains produits d'origine animale provenant de volailles, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 septembre 1999.

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
R. DEMOTTE

Annexe II

Liste des éléments nécessaires à la détermination du prix de revient

a) matières premières :

1. ingrédients essentiels (matières premières de base);
2. ingrédients supplémentaires (épices, légumes, additifs, ...);

b) frais de fabrication :

1. coûts du travail;
2. énergie;
3. autres frais de fabrication;

c) frais d'emballage;

d) frais de stockage.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 septembre 1999.

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
R. DEMOTTE

Bijlage I

Lijst van de ministeriële besluiten bedoeld in artikel 1

- het ministerieel besluit van 31 mei 1999 houdende maatregelen betreffende sommige producten van dierlijke oorsprong, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 juni 1999, 5 juni 1999, 8 juni 1999, 12 juni 1999, 14 juni 1999 en 13 juli 1999;

- het ministerieel besluit van 3 juni 1999 houdende maatregelen betreffende sommige producten van dierlijke oorsprong voor de sector gevogelte;

- het ministerieel besluit van 5 juni 1999 houdende maatregelen betreffende sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van runderen en varkens, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 juni 1999, 12 juni 1999, 14 juni 1999 en 13 juli 1999;

- het ministerieel besluit van 28 juli 1999 betreffende de inbeslagname van vers vlees en van sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van runderen, gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 september 1999;

- het ministerieel besluit van 28 juli 1999 betreffende de inbeslagname van vers vlees en van sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van varkens, gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 september 1999;

- het ministerieel besluit van 29 juli 1999 betreffende de inbeslagname van vers vlees en van sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van gevogelte, gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 september 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 september 1999.

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
R. DEMOTTE

Bijlage II

Lijst van de elementen nodig voor het bepalen van de kostprijs

a) grondstoffen :

1. hoofdingrediënten (basisgrondstoffen);
2. bijkomende ingrediënten (kruiden, groenten, additieven,...);

b) kosten van het fabricageproces :

1. arbeidskosten;
2. energie;
3. andere fabricagekosten;

c) verpakkingskosten;

d) opslagkosten.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 september 1999.

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
R. DEMOTTE